

Déclaration

de la commission exécutive nationale du SNFOLC du 17 septembre 2025

LE PREMIER MINISTRE BAYROU EST TOMBÉ. SON BUDGET DOIT PARTIR AVEC LUI

Mardi 15 juillet, le premier ministre Bayrou annonçait son projet de budget 2026, d'une brutalité inouïe contre l'ensemble des travailleurs : suppressions de 3 000 postes de fonctionnaires, non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, gel du point d'indice et de toutes les prestations sociales, suppression de deux jours fériés, remise en cause des arrêts maladie, fin de l'abattement de 10% pour les retraités, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et du droit du travail, remise en cause du financement de la Sécurité sociale par les cotisations...

Le budget présenté par F. Bayrou s'inscrit dans la mise en place d'une économie de guerre qui, au nom du « réarmement de la nation », consacre des dizaines de milliards d'euros aux dépenses d'armement au détriment des besoins élémentaires de la population, à commencer par la santé et l'éducation. Ainsi, dans le cadre de la loi de programmation militaire 2024-2030 de l'ex-ministre des armées Lecornu, il est prévu d'augmenter le budget de la défense de 32,3 milliards en 2017 à 63,4 milliards en 2027.

Alors que les appels à bloquer le pays à partir du 10 septembre se multipliaient, que des assemblées générales nombreuses se tenaient dans tout le pays et que de nombreuses instances syndicales appelaient à s'inscrire dans le mouvement « Bloquons tout », F. Bayrou a décidé d'engager la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre. La nomination de Sébastien Lecornu, un proche du président Macron, membre des gouvernements successifs depuis 2017, au lendemain même de la chute du gouvernement Bayrou, et à la veille de la mobilisation a accentué la colère et la détermination des centaines de milliers de travailleurs (actifs, retraités), et de jeunes (étudiants, lycéens).

Le 10 septembre, partout en France, les manifestations ont été massives. Le SNFOLC était aux côtés des jeunes et des travailleurs qui se sont rassemblés dans les grèves, les puissantes manifestations, les blocages, les assemblées générales.

La CEN du SNFOLC condamne la répression d'Etat dirigée contre les mobilisations dans plusieurs endroits (Paris, Bordeaux,

Tours...), notamment contre la jeunesse, dans la continuité des méthodes utilisées contre les mouvements sociaux et les luttes économiques.

Pour la CEN du SNFOLC, la nomination de S. Lecornu comme nouveau Premier ministre ne change rien. Malgré l'annonce du retrait de la suppression des 2 jours fériés, sa feuille de route est la même que celle de son prédécesseur. Pour la CEN du SNFOLC, il s'agit d'obtenir le retrait définitif de toutes les mesures budgétaires programmées au nom de l'austérité et de l'économie de guerre. Les confédérations appellent à une journée de grève le 18 septembre.

La Confédération FO a déposé un préavis de grève à compter du 1er septembre. Comme le dit le Secrétaire Général de la Confédération FO : « le gouvernement est tombé mais pas ses projets funestes. Une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir les revendications. »

Avec la Confédération FO, la CEN du SNFOLC « appelle l'ensemble de ses structures, de ses militants et sympathisants à préparer et à rejoindre les actions qui seront décidées, y compris par la grève reconductible. Pour FO, une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir nos revendications, contre les politiques d'austérité, pour l'augmentation des salaires, du public comme du privé, pour l'abrogation de la réforme des retraites... »

NON AU BUDGET D'AUSTÉRITÉ MACRON-BAYROU-LECORNU ET À LA MARCHÉ À LA GUERRE

Fin août, les journaux ont révélé qu'une circulaire interne du 18 juillet 2025 avait été envoyée par la ministre de la Santé C. Vautrin aux ARS dans le but de préparer les hôpitaux à un scénario de guerre à « haute intensité » en Europe... avec un « engagement majeur » d'ici mars 2026 !

Face aux images terrifiantes du génocide du peuple palestinien à Gaza, face aux images de destruction en Ukraine, les travailleurs et les jeunes comprennent que l'escalade guerrière précipite les peuples vers le pire.

Avec la FNEC FP-FO, la CEN « refuse l'escalade guerrière en Ukraine comme dans tous les pays et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent en Ukraine et de l'arrêt des livraisons d'armes », et « s'oppose à l'envoi de troupes françaises en Ukraine, quelle qu'en soit la forme (OTAN, ONU ou autres) ». Elle « appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations pour le cessez-le-feu définitif et permanent en Palestine et au Liban, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, le retour de tous les otages, la fin de la colonisation de la Palestine, la levée du blocus. »

La CEN du SNFOLC avec la FNEC FP-FO considère que « le refus de la guerre et de l'économie de guerre est l'ADN du mouvement ouvrier ». A ce titre, elle s'inscrit dans la décision de l'envoi d'une délégation de la FNEC FP-FO au meeting international contre la guerre du 5 octobre à Paris « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! ». Elle invite les syndicats départementaux à mettre à la discussion l'envoi de délégations, dans le respect du fédéralisme.

DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

La circulaire de rentrée de l'ex ministre Borne a beau se fixer pour objectif de « tenir la promesse républicaine de l'École : élever le niveau général et donner les mêmes chances à tous », les personnels ne sont pas dupes.

Le jour de la rentrée, la ministre Borne a déclaré : « il manque 2500 professeurs ». Et elle osait ajouter : « c'est mieux que l'an dernier ! ». La rentrée 2025 n'est pas moins chaotique que les précédentes : 2500 professeurs manquants alors que des milliers de contractuels ne sont pas repris, manque de personnels de toutes catégories (enseignants, vie scolaire, AESH, Psy-EN, infirmières etc.), 100 000 bacheliers recalés par Parcoursup, des milliers d'élèves en situation de handicap qui n'ont pas de place en classe ou établissement spécialisé, qui n'ont pas d'AESH pour les accompagner, des emplois du temps complètement désorganisés dans les lycées avec la réforme Blanquer et dans les collèges avec le « Choc des savoirs ». C'est le résultat désastreux des politiques menées par la ministre et ses prédécesseurs.

Les personnels refusent le blocage de leurs salaires et que leur carrière soit soumise à l'arbitraire notamment par PPCR.

Ministre en sursis d'un gouvernement sur le point de tomber, E. Borne a osé publier une note de service le 28 août pour tenter de relancer le PLE les plans locaux d'évaluation (PLE) mis en place par son prédécesseur Blanquer, comme énième replâtrage des réformes du lycée et du baccalauréat dont le SNFOLC n'a jamais cessé de demander l'abrogation pure et simple.

Comme en 2021, la CEN du SNFOLC revendique l'abrogation de cette note de service et appelle les professeurs à prendre collectivement position dans ce sens, si possible dans l'unité syndicale. Pour la CEN, pas plus qu'en 2021 une note de service ne peut créer d'obligation aux personnels, pas plus qu'en 2021 la liberté pédagogique ne doit être entravée.

Dans un communiqué du 12 septembre, les organisations syndicales de l'Éducation nationale FSU, UNSA Education, FNEC FP-FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation « appellent à se mobiliser par la grève et la manifestation le jeudi 18 septembre et à se réunir pour discuter des suites. »

La CEN du SNFOLC appelle les personnels à se réunir dans les collèges et les lycées en assemblée générale des personnels, et mettre en discussion la reconduction du mouvement, pour l'augmentation générale des salaires, pour la défense de notre Sécurité sociale, de nos statuts et de nos retraites, et pour obtenir la satisfaction des revendications :

- ▶ Abandon du budget de guerre Bayrou-Lecornu.
- ▶ Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne de 2023, rétablissement de la retraite à 60 ans..
- ▶ Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice sans contrepartie, et rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies (31,5% depuis 2000).
- ▶ Création des postes, des classes nécessaires pour garantir l'instruction.
- ▶ Titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.
- ▶ Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH et les AED.
- ▶ Arrêt/abrogation des contre-réformes qui cassent l'école publique, ses enseignements disciplinaires, ses diplômes nationaux, qui remettent en cause les statuts et missions des personnels et broient la jeunesse : réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, Pacte enseignant, Acte 2 de l'école inclusive, « Choc des savoirs ».
- ▶ Arrêt du désengagement de l'Etat dans le réseau AEFÉ et défense des statuts des personnels.
- ▶ Fonds publics à l'École publique.

Les assemblées citoyennes, nombreuses, se réunissent dans tout le pays pour décider de la suite immédiate de la mobilisation pour faire plier Macron. La CEN du SNFOLC invite à y participer, aux côtés des autres salariés et de la jeunesse pour gagner contre la politique destructrice de Macron.

25 Pour, 5 Contre, 2 Abstentions

